

Gouvernement du Québec

## Décret 189-2003, 19 février 2003

Code des professions  
(L.R.Q., c. C-26)

### Laboratoire de prothèses dentaires — Permis de directorat

CONCERNANT le Règlement sur le permis de directorat d'un laboratoire de prothèses dentaires

ATTENDU QUE, en vertu de l'article 187.7 du Code des professions (L.R.Q., c. C-26), l'Office des professions du Québec fixe, par règlement, des normes concernant la délivrance et la détention du permis exigé pour diriger les activités d'un laboratoire aménagé pour y fabriquer ou y réparer des prothèses dentaires ainsi que des normes d'exploitation d'un tel laboratoire;

ATTENDU QUE l'Office des professions du Québec a adopté, en vertu de cet article, le Règlement sur le permis de directorat d'un laboratoire de prothèses dentaires à sa séance du 15 août 2002;

ATTENDU QUE, conformément aux articles 10 et 11 de la Loi sur les règlements (L.R.Q., c. R-18.1), un projet de règlement en annexe du présent décret a été publié à la Partie 2 de la *Gazette officielle du Québec* le 28 août 2002 avec avis qu'il pourrait être soumis pour approbation du gouvernement à l'expiration d'un délai de 45 jours à compter de cette publication;

ATTENDU QUE, conformément à l'article 13 du Code des professions, l'Office des professions du Québec soumet ce règlement au gouvernement pour approbation;

ATTENDU QU'il y a lieu d'approuver ce règlement avec modifications;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre responsable de l'application des lois professionnelles:

QUE le Règlement sur le permis de directorat d'un laboratoire de prothèses dentaires annexé au présent décret soit approuvé.

*Le greffier du Conseil exécutif,*  
JEAN ST-GELAIS

## Règlement sur le permis de directorat d'un laboratoire de prothèses dentaires

Code des professions  
(L.R.Q., c. C-26, a. 187.7)

### SECTION I NORMES DE DÉLIVRANCE

**1.** Le Bureau de l'Ordre professionnel des denturologistes du Québec ou celui de l'Ordre professionnel des techniciens et techniciennes dentaires du Québec délivre un permis de directorat de laboratoire de prothèses dentaires à chacun de ses membres qui en fait la demande et qui satisfait aux normes prévues au Code des professions (L.R.Q., c. C-26) et au présent règlement.

**2.** Le membre doit avoir complété une formation de niveau collégial comprenant au moins l'ensemble des heures d'enseignement théorique et pratique suivantes:

1° 450 heures en fabrication de prothèses amovibles acryliques;

2° 165 heures en fabrication de pièces squelettiques;

3° 120 heures en fabrication d'appareils amovibles sur implants;

4° 120 heures en fabrication d'appareils fixes sur implants;

5° 600 heures en fabrication de prothèses fixes;

6° 120 heures en fabrication d'appareils orthodontiques.

**3.** Le membre doit, en outre:

1° avoir acquis, après avoir complété la formation qui donne ouverture au permis d'exercice de sa profession, au moins deux années d'expérience en fabrication et en réparation de prothèses ou d'appareils dentaires durant les cinq années précédant sa demande;

2° fournir une garantie contre la responsabilité qu'il peut encourir en raison des fautes ou négligences commises dans l'exploitation de son laboratoire, comportant les conditions minimales prévues au règlement pris en application du paragraphe *d* de l'article 93 du Code des professions par l'ordre dont il est membre.

**4.** Le membre qui ne peut satisfaire à l'ensemble des conditions de formation prévues à l'article 2 peut néanmoins obtenir un permis s'il fournit, au secrétaire de son ordre, un engagement écrit à l'effet de limiter l'exploitation de son laboratoire à la fabrication et à la réparation de prothèses ou d'appareils dentaires pour lesquels il a complété la formation requise.

**5.** Le Bureau de l'Ordre professionnel des techniciens et techniciennes dentaires du Québec délivre un permis à une personne qui dirige les activités d'un laboratoire aménagé pour y fabriquer ou y réparer des prothèses dentaires le 11 novembre 1999, qui fournit la garantie prévue au paragraphe 2° de l'article 3 et qui remplit l'une des conditions suivantes :

1° elle a présenté par écrit sa demande au secrétaire de l'ordre au plus tard le 10 octobre 2000 ;

2° elle dirige de façon continue depuis le 11 novembre 1999 les activités d'un tel laboratoire et présente par écrit sa demande au secrétaire de l'ordre au plus tard le 20 septembre 2003.

## SECTION II NORMES D'EXPLOITATION

**6.** Le titulaire d'un permis doit s'assurer du respect des aspects déontologiques et techniques de l'exploitation de son laboratoire. Il doit, notamment, appliquer un programme de contrôle de la qualité comportant au moins les volets suivants :

1° l'entretien et la vérification des appareils et des équipements utilisés, constatés dans un registre qui doit être conservé pour une période de cinq ans ;

2° le contrôle des procédés techniques et des matériaux utilisés ;

3° les mesures de prévention et de contrôle des infections, notamment par des règles d'asepsie ainsi que de désinfection et décontamination des produits ;

4° les mesures de santé et de sécurité au travail.

**7.** Le titulaire doit, pour chaque ordonnance exécutée, tenir et conserver, pour une période de cinq ans, un dossier comprenant les éléments et renseignements suivants :

1° l'ordonnance du prescripteur et les informations ou le code identifiant son patient ;

2° la fiche de travail comprenant l'identification du dispositif dentaire ainsi que ses caractéristiques spécifiques prescrits par l'ordonnance ;

3° la description des matériaux utilisés avec leurs références normatives lorsque disponibles ;

4° une copie du certificat visé à l'article 8.

**8.** Le titulaire doit certifier par écrit au prescripteur que le dispositif dentaire livré est conforme aux normes de pratique reconnues et aux exigences de l'ordonnance.

## SECTION III NORMES DE DÉTENTION, DE SUSPENSION ET DE RÉVOCATION

**9.** Un permis est délivré pour une durée de cinq ans et il est renouvelable aux conditions prévues pour sa délivrance. Il ne peut être transféré.

**10.** Le titulaire doit suivre les activités de formation continue déterminées par règlement du Bureau de l'ordre professionnel qui lui a délivré le permis.

**11.** Une personne visée à l'article 5 du présent règlement et titulaire du permis est, comme si elle était membre de l'Ordre professionnel des techniciens et techniciennes dentaires du Québec, assujettie aux dispositions des articles 54, 55, 55.1, 57, 59.3, 60.1 à 60.6 et 112 à 114 du Code des professions.

Ce titulaire est également assujetti, au même titre, aux dispositions réglementaires relatives à l'inspection professionnelle et à la déontologie applicables aux membres de cet ordre.

Cet ordre surveille et contrôle l'assujettissement de ce titulaire au présent règlement et aux dispositions du Code des professions qui lui sont applicables.

**12.** Le Bureau de l'ordre professionnel concerné suspend, pour la période qu'il détermine, révoque ou refuse de renouveler le permis si son titulaire :

1° fait une fausse déclaration pour l'obtention de son permis ;

2° ne remplit plus l'une des conditions requises pour la délivrance ou la détention du permis ;

3° est radié du tableau de son ordre, voit le permis d'exercice de sa profession révoqué ou son droit d'exercer des activités professionnelles suspendu ;

4° a fait l'objet d'une décision visée à l'article 55 ou aux paragraphes 1° à 8° du premier alinéa de l'article 55.1 du Code des professions ;

5° contrevient à l'engagement qu'il a souscrit en vertu de l'article 4;

6° ne suit pas une activité de formation continue visée à l'article 10;

7° contrevient à l'une des dispositions du Code des professions qui lui est applicable, s'il s'agit d'une personne visée à l'article 5 du présent règlement;

8° contrevient à l'une des dispositions du présent règlement.

Un membre qui voit limiter son droit d'exercer des activités professionnelles peut néanmoins conserver son permis ou en obtenir le renouvellement s'il fournit un engagement écrit à l'effet de limiter l'exploitation de son laboratoire aux activités qu'il peut exercer.

**13.** Le Bureau de l'ordre qui délivre un permis doit tenir un registre des titulaires du permis. Sur demande, il indique si une personne est titulaire d'un permis et les activités pour lesquelles elle a souscrit à un engagement en vertu de l'article 4 ou du deuxième alinéa de l'article 12.

**14.** Est considéré avoir complété l'ensemble de la formation visée à l'article 2:

1° un membre de l'Ordre professionnel des techniciens et techniciennes dentaires du Québec le 20 mars 2003;

2° un membre de l'Ordre professionnel des denturologistes du Québec le 20 mars 2003 qui a complété une formation équivalente à celle d'un technicien dentaire visé au paragraphe 1° et qui, à cette date, dirige les activités d'un laboratoire dentaire commercial.

**15.** Un membre de l'Ordre professionnel des denturologistes du Québec le 20 mars 2003 est considéré avoir complété la formation visée à l'article 2 qui se rapporte aux actes constituant l'exercice de la profession de denturologiste.

**16.** Le présent règlement entre en vigueur le quinzième jour suivant la date de sa publication à la *Gazette officielle du Québec*.

40067

## Avis de dépôt

Code des professions  
(L.R.Q., c. C-26)

### Agronomes

— Répartition entre les sections du produit des cotisations de l'Ordre  
— Modifications

Prenez avis que le Bureau de l'Ordre des agronomes du Québec a adopté, à sa réunion du 17 janvier 2003, en vertu du paragraphe 1 du premier alinéa de l'article 10.1 de la Loi sur les agronomes, le Règlement modifiant le Règlement sur la répartition entre les sections du produit des cotisations de l'Ordre des agronomes du Québec.

Conformément aux dispositions de l'article 95.1 du Code des professions, ce règlement a été déposé à l'Office des professions du Québec à sa séance tenue le 20 février 2003 et entrera en vigueur le 1<sup>er</sup> avril 2003.

*Le président de l'Office des professions du Québec,*  
JEAN-K. SAMSON

## Règlement modifiant le Règlement sur la répartition entre les sections du produit des cotisations de l'Ordre des agronomes du Québec \*

Loi sur les agronomes  
(L.R.Q., c. A-12, a. 10.1, al. 1, par. 1)

**1.** L'article 1 du Règlement sur la répartition entre les sections du produit des cotisations de l'Ordre des agronomes du Québec est modifié par le remplacement de ce qui suit: « 6,5 % » par ce qui suit: « 3,5 % ».

**2.** L'article 2 de ce règlement est modifié par le remplacement, au paragraphe 1°, de ce qui suit: « 2000 \$ » par ce qui suit: « 1500 \$ ».

**3.** Le présent règlement entre en vigueur le 1<sup>er</sup> avril 2003.

40116

\* Le Règlement sur la répartition entre les sections du produit des cotisations de l'ordre des agronomes du Québec a été déposé à l'Office des professions du Québec le 10 avril 1996 selon un avis de dépôt publié à la *Gazette officielle du Québec* le 1<sup>er</sup> mai 1996 (1996, G.O. 2, 2691). Ce règlement n'a pas été modifié depuis.